

# Les écologistes et l'Europe (1970-1985)

---

→ ALEXIS VRIGNON

Agrégé d'histoire, doctorant à l'université de Nantes et Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER) à l'université de Poitiers. Il travaille sur l'émergence de l'écologie politique en France.

<http://alexis-vrignon.blog4ever.com/>

*Le fédéralisme tout comme les luttes antinucléaires ont rapidement fait émerger chez les écologistes la nécessité d'une pensée européenne. Elle s'est traduite par la création d'Ecoropa en 1976. Reconsidérée lors des premières élections européennes en 1979, elle a permis en 1984 la tenue du congrès constitutif des Verts européens à Liège (Belgique). C'est le cheminement et ses conséquences que nous allons analyser dans cet article.*

L'engagement en faveur d'une Europe fédérale semble à l'heure actuelle une composante fondamentale du projet écologiste. En France, le projet actuel d'Europe Ecologie les Verts (EELV) insiste sur la nécessité de « relancer le rêve européen »<sup>1</sup> tandis qu'Ecolo met en avant la dimension européenne de son action depuis la fondation de la coordination européenne des partis verts en 1984<sup>2</sup>. Pourtant, si l'engagement européen des écologistes apparaît aujourd'hui comme une évidence, c'est aussi le résultat d'un processus et d'une histoire dont nous voudrions poser ici les jalons.

---

1 [EELV], Vivre mieux. Vers une société écologique, Paris, Les Petits Matins, 2012, p. 165, consultable sur <http://eelv.fr/le-projet-2012-definitif/>

2 [ECOLO], « Le Parti Vert Européen : un parti avant-gardiste », [ecolo.be, http://web4.ecolo.be/?le-parti-vert-europeen-un-parti](http://web4.ecolo.be/?le-parti-vert-europeen-un-parti), consulté le 10/05/13.

Après l'émergence des mouvements écologistes, les chercheurs ont avant tout eu recours aux sources imprimées et, dans une moindre mesure, aux entretiens oraux pour saisir ce phénomène nouveau<sup>3</sup>. Les programmes politiques, les ouvrages de réflexion sont particulièrement utiles, mais ils occultent en partie le processus d'élaboration d'une pensée et de pratiques nouvelles. En effet, au début des années soixante-dix, l'écologisme au sens large du terme est avant tout une somme d'interrogations sur les rapports entre l'homme et la nature, les moyens de changer la société ou encore sur la dangerosité du nucléaire. L'organisation institutionnelle de la société écologique à venir est également un point particulièrement débattu. Progressivement, l'Europe s'impose comme un espace géographique de référence et un ensemble institutionnel incontournable. Nous voudrions étudier ici les acteurs essentiels de cette conversion, les tâtonnements de cette réflexion et le sens qui lui est donné, bref, le bricolage intellectuel inhérent à l'émergence de toute nouvelle question de société.

Pour ce faire, la mobilisation des archives de l'écologie est donc particulièrement précieuse. C'est dire l'intérêt des centres spécifiquement dédiés à la conservation des archives des mouvements écologistes et de protection de la nature pour enrichir notre compréhension de l'écologisme. Etopia en Belgique fait bien évidemment figure de pionnier, tout comme la fondation Heinrich Böll ; la France commence à rattraper son retard grâce au Musée du Vivant et peut-être à la Fondation de l'Ecologie Politique dont la mise en chantier vient à peine de débiter.

Comment les mouvements écologistes en sont-ils venus à s'affirmer comme européens et à considérer l'Europe comme un espace d'action privilégié ? La taille de l'article et la question de l'accès aux sources nous amènent à centrer nos analyses sur la France et, dans

3 Bess M., *The light green society*, Chicago, 2003; De Roose F., Van Parijjs P., *La Pensée écologiste*. Bruxelles, 1991; Jacob Jean, *Histoire de l'écologie politique*, Paris, 1999; Sainteny G., *L'introuvable écologisme français ?*, Paris, 2000.

une moindre mesure, la Wallonie et Bruxelles. Aussi cet article doit-il être considéré comme une contribution à un chantier de recherche plus vaste. Une première partie s'intéressera aux circulations transnationales en Europe au début de la période avant d'aborder, dans un second point, la manière dont l'Europe a été intégrée à la réflexion écologiste. Enfin, une dernière partie traitera de la manière dont les premiers partis écologistes se sont organisés à l'échelle européenne au début des années quatre-vingt.

## Le fédéralisme intégral et l'émergence de l'écologie politique

Au tournant des années soixante et soixante-dix, de nombreux groupes et associations apparaissent dans les pays industrialisés et entendent démontrer que la protection de la nature et de l'environnement n'est pas une tocade sans intérêt mais bien un enjeu politique de première importance. Si le cheminement intellectuel qui mène à l'écologisme peut être très différent d'un individu et d'un groupe à l'autre, tous ont en commun de vouloir repenser la relation du citoyen au pouvoir. De fait, c'est à partir de ces réflexions que les écologistes deviennent véritablement européistes.

Benoît Lechat a démontré que la revendication du fédéralisme joue un grand rôle dans la genèse de l'écologie politique en Wallonie<sup>4</sup>. C'est en effet à Namur que des dissidents du Rassemblement Wallon, parmi lesquels Paul Lannoye, créent en 1973 « Démocratie Nouvelle ». Cette organisation a pour ambition de rénover les pratiques démocratiques par le socialisme autogestionnaire, la lutte

<sup>4</sup> Lechat B., Les écologistes wallons et l'hiver 60 : une tradition critique, Etopia, décembre 2010 [en ligne] <http://www.etopia.be/spip.php?article1713>, consulté le 3 juillet 2013.

contre le programme nucléaire mais aussi le fédéralisme intégral. Inspirée notamment par Denis de Rougemont et Alexandre Marc, cette doctrine est un principe d'organisation sociale qui s'attache au respect de la diversité dans tous les domaines de la vie, à la différence du fédéralisme anglo-saxon, qui se focalise sur les problèmes institutionnels<sup>5</sup>.

En France, les premiers mouvements écologistes ne se réclament pas du fédéralisme intégral en tant que tel. Cependant, l'aménagement du territoire tel qu'il est pratiqué sous de Gaulle puis sous Pompidou alimentent toute une série de réflexions sur l'autoritarisme des hauts fonctionnaires et l'impossibilité pour les régions de déterminer elles-mêmes leur mode de développement<sup>6</sup>. Ainsi, la mise en tourisme de la Côte aquitaine, le projet d'extension du camp du Larzac ou encore les premières luttes pour la protection de la nature en Bretagne conduisent certains militants à dénoncer le sort des « minorités nationales » méprisées par le pouvoir central parisien<sup>7</sup>. Plus largement, l'autogestion, notamment promue par le PSU et la CFDT, influence les réflexions des écologistes français sur la réorganisation de la société. Ainsi, le programme électoral de René Dumont, premier candidat écologiste à la présidentielle en 1974, évoque « le transfert à l'ensemble de la population, hommes et femmes dans le cadre de chacune de ses collectivités, du pouvoir de s'organiser et de décider, ainsi que du pouvoir d'information qui en est la condition »<sup>8</sup>.

5 Vayssière B., « Alexandre Marc : les idées personalistes au service de l'Europe » in Gérard Bossuat (dir.), *Inventer l'Europe. Histoire nouvelle des groupes d'influence et des acteurs de l'unité européenne*, Bruxelles, 2003, p. 385.

6 Nous nous permettons de renvoyer à notre thèse de doctorat, en cours de rédaction, *L'émergence de l'écologie politique en France (milieu des années 60-milieu des années 80)*, sous la direction de Bertrand Joly, université de Nantes, soutenance envisagée début 2014.

7 Kernalegenn T., *Luttes écologistes dans le Finistère. 1967-1981. Les chemins bretons de l'écologie*, Fouesnant, 2006, pp. 227 sqq.

8 Dumont R., *L'écologie ou la mort, la campagne de René Dumont et ses prolongements, objectifs de l'écologie politique*, Paris, 1974, p. 43.

Ainsi, à la différence de leurs homologues wallons, les écologistes français ne se réclament pas du fédéralisme intégral dans la première moitié des années soixante-dix. Néanmoins, il est possible de repérer des réflexions convergentes sur la transformation politique et sociale à venir dans le cadre de la future société écologique. En parallèle, les écologistes commencent à entrapercevoir la dimension européenne de leur action.

Dans la première moitié des années soixante-dix, l'Europe n'est pas un espace géographique ou une réalité institutionnelle qui mobilise particulièrement l'écologisme français. Cependant, à la faveur du combat antinucléaire, des liens se forment au sein des régions transfrontalières d'Europe. C'est l'esquisse d'une réflexion sur l'Europe qui s'épanouit dans les années qui suivent.

Les militants alsaciens qui protestent contre le projet de centrale à Fessenheim (Haut-Rhin) collaborent ainsi avec ceux de Wyhl (Bade-Wurtemberg), confrontés à une situation similaire. Dès le 25 août 1974 a lieu une première manifestation commune de part et d'autre du Rhin et les militants décident alors de préparer une occupation conjointe des deux sites<sup>9</sup>. Par la suite, des antinucléaires suisses, confrontés à un projet de centrale à Kaiseraugst (canton d'Argovie) se rendent en Allemagne pour profiter de l'expérience acquise et adopter les mêmes procédés. Dans chaque cas, un camp est installé et occupé en permanence par quelques militants, l'ensemble de la population se mobilise de manière plus large mais plus ponctuelle pour s'opposer aux travaux, et une large médiatisation insiste sur la légitimité et le caractère non-violent de la démarche.

---

<sup>9</sup> Schulthess E., Solange Fernex l'insoumise, Barret-sur-Méouge, 2004, p. 75.

Dans cette intense circulation transfrontalière, l'écologiste française Solange Fernex souligne l'importance du dialecte alsacien comme moyen de communication et d'une culture commune fondée sur une religion chrétienne partagée. S'y ajoute dès le milieu des années soixante-dix la volonté de diffuser ces pratiques dans toute l'Europe au travers d'un « mouvement écologique européen », apparu en 1974, qui consiste en une sorte de réseau informel des mouvements antinucléaires et écologistes présents principalement dans les pays scandinaves, anglo-saxons ainsi qu'en France.

Ainsi, dans la première moitié des années soixante-dix, deux types de réflexion sont menés en parallèle, sur la redistribution du pouvoir d'une part, sur la dimension européenne de la contestation écologique de l'autre. Il faut cependant attendre la seconde moitié des années soixante-dix pour que l'on assiste véritablement à la rencontre entre l'écologisme et l'Europe.

## **Ecoropa ou la rencontre de l'Europe et de l'écologisme ?**

Le 20 septembre 1976, l'acte de Bruxelles entérine le principe d'une élection du Parlement européen au suffrage universel<sup>10</sup>. Dès cette date, les écologistes considèrent que la perspective d'un scrutin à la proportionnelle permet d'espérer d'avoir un certain nombre d'élus dans toute l'Europe des 9. Dès lors, cette seconde moitié des années soixante-dix est consacrée au renforcement des réseaux et à l'élaboration d'une doctrine écologiste sur l'Europe.

.....  
<sup>10</sup> D'abord envisagée pour 1978, cette consultation a finalement lieu entre les 9 et 12 juin 1979.

C'est dans ce cadre qu'en décembre 1976 est créée Ecoropa à l'issue d'une réunion d'intellectuels et de représentants des mouvements écologistes européens à Paris. Il s'agit de fédérer l'ensemble des mouvements écologistes d'Europe en mobilisant les énergies autour d'un projet qui se veut réaliste et européen. Elle est présidée par Denis de Rougemont, intellectuel suisse connu de longue date pour son engagement en faveur de l'unification du continent.

Cette organisation a été étudiée par Jean Jacob dans *Le retour de « l'ordre nouveau »*. Les métamorphoses du fédéralisme européen<sup>11</sup>. Selon lui, Ecoropa a été l'instrument d'« une forme d'entrisme » chez les écologistes de la part de Denis de Rougemont. Les militants, par « inculture politique »<sup>12</sup>, n'auraient pas perçu le caractère réactionnaire de son rejet de l'État-nation au profit d'une Europe constituée d'une multitude de régions. Doit-on faire d'Ecoropa une sorte de comité occulte, qui, sous la houlette de Denis de Rougemont, diffuserait chez de naïfs écologistes les thèses réactionnaires des non-conformistes des années trente ? Cette position ne résiste pas à la consultation des archives conservées à Etopia (fonds Jean Liénard) et à la bibliothèque universitaire de Neuchâtel (fonds Denis de Rougemont).

La correspondance passive de Denis de Rougemont donne en effet à voir un président-fondateur peu impliqué dans le fonctionnement quotidien de l'organisation, dont la gestion est laissée à Edouard Kressmann, ancien négociant en vin bordelais, qui en est la cheville ouvrière essentielle. C'est d'ailleurs lui, de concert avec le philosophe Jacques Ellul, qui prend l'initiative de convoquer la première réunion de Paris<sup>13</sup>. De même, Kressmann évoque dans une lettre les multiples difficultés logistiques posées par le fonctionnement quotidien de l'organisation et conclut « Alors je me dis : si on en est là, Ecoropa ne rime pas à grand-chose, ni ne vaut non plus que j'y

11 Jacob J., *Le retour de « l'ordre nouveau »*, Genève, 2000, pp. 99 sqq.

12 Ibid., p. 143 et p. 165.

13 First Birthday Party, in *The Ecologist*, vol. 8, n°2, mars-avril 1978, p. 58.

consacre tant d'heures par jour »<sup>14</sup>. Il semble donc, à tout le moins, que l'investissement de Denis de Rougemont ait été ponctuel, dans le cadre de grands colloques ou pour faciliter l'octroi de financements pour l'association<sup>15</sup>.

De fait, loin d'être une organisation occulte, Ecoropa apparaît bien davantage comme un espace de sociabilité élitare, une sorte de forum où se retrouvent quelques militants et des intellectuels intéressés par la refonte des rapports entre l'homme et la nature, question à la mode depuis le milieu des années soixante. Comme tout forum, ses finalités dépendent des intentions de ses animateurs et, en son sein, les stratégies individuelles peuvent être variables. Ainsi, pour le botaniste français Jean-Marie Pelt, Ecoropa doit permettre de débattre posément, entre spécialistes et intellectuels pondérés, des enjeux environnementaux à l'échelle européenne, pour éviter que ceux-ci ne soient indument politisés par les mouvements gauchistes<sup>16</sup>. Pour le leader du Partito Radicale italien, Marco Panella, rejoindre Ecoropa est un moyen de tisser des liens avec les autres écologistes en Europe et de sortir du relatif isolement où se trouve l'Italie sur cette question<sup>17</sup>. D'autres enfin, comme Manfred Siebker, sont intéressés par l'élaboration d'un manifeste intellectuel proposant une alternative au modèle de développement occidental<sup>18</sup>. Dès lors, si parmi les membres d'Ecoropa on trouve plusieurs personnes qui ont été investies dans les mouvements non-conformistes dans les années trente, il est bien excessif de faire de cette association un sous-marin au service de ces idées.

14 Bibliothèque Publique et Universitaire de Neuchâtel [BPUN]. Fonds Denis de Rougemont. Liasse Ecoropa 1. Lettre d'Edouard Kressmann à Denis de Rougemont. 6 juillet 1978.

15 Ibid. Lettre de Denis de Rougemont et d'Henri Schawmm à Marco Panella. 21 juillet 1978.

16 Ibid. Lettre de Jean-Marie Pelt à Edouard Kressmann. 7 juin 1978.

17 Edward Goldsmith, *Quiet Radicals*, in *The Ecologist*, vol. 9, n°3, mai/juin 1979, p. 104.

18 BPUN. Fonds Denis de Rougemont. Liasse Ecoropa 1. Lettre d'Edouard Kressmann à Wouter van Dieren. 2 août 1978.



Dans la perspective des européennes de 1979, de nombreux manifestes, plus ou moins aboutis, sont rédigés ; de concert avec Ecoropa, ils contribuent à l'europanisation de la pensée écologiste<sup>19</sup>. Désormais, l'Europe est considérée comme l'espace politique de référence pour traiter au mieux certains enjeux chers aux écologistes, notamment liés à l'organisation sociopolitique du continent et à son rôle dans le monde.

Jean Jacob considère que le message des différents manifestes d'Ecoropa est réactionnaire en ce qu'il dénonce l'État-Nation au profit de la communauté : ce serait rejeter ce qui, dans la modernité occidentale, garantit la liberté de l'individu<sup>20</sup>. De fait, des différents manifestes signés Ecoropa (notamment celui paru en 1979) se dégagent l'idée que la société écologique serait la vocation commune de l'ensemble des pays européens. Son avènement passerait par la remise en cause du productivisme et de l'État-nation au profit d'une organisation sociopolitique articulée autour des régions, qui chercheraient le maximum d'autonomie, et de l'Europe, qui coordonnerait l'ensemble selon le principe de subsidiarité<sup>21</sup>. Ainsi, pour Manfred Siebker, la région doit être l'espace de « self-reliant local communities », espace qui doit tendre à l'autonomie énergétique mais aussi lieu de la prise de décision responsable de chacun<sup>22</sup>. Cette réflexion fait bien évidemment écho au fédéralisme intégral, concept-clé pour certains écologistes, notamment en Wallonie<sup>23</sup>. Ces communautés ne sont donc pas envisagées comme le lieu du contrôle social, de la négation de l'individu au profit du groupe mais au contraire comme le cadre de l'exercice d'une démocratie dans laquelle chacun serait véritablement actif<sup>24</sup>. Selon les auteurs de ce manifeste, c'est à cette

19 Etopia. Fonds Wallonie Ecologie. 1. Compte-rendu de réunion. 23 décembre 1978.

20 Jean Jacob, op. cit., p. 9.

21 À ce titre, l'ouvrage de Denis de Rougemont, *L'avenir est notre affaire*, Paris, Stock, 1977, en est l'illustration pour le grand public.

22 BPUN. Fonds DDR. Liasse « travaux Ecoropa ». « Ecoropa Manifesto » par Manfred Siebker, avec des contributions de Wouter van Dieren, Sigmund Kvaloy et Jaroslav Langer. 23 septembre 1978.

23 Lechat B., *La démocratie comme projet*, à paraître, p. 3. ATTENTION, CETTE REFERENCE DEVRA ETRE MISE A JOUR LORSQUE LE BOUQUIN DE BEN SERA PRET !!!

24 BPUN. Fonds DDR. Liasse « travaux Ecoropa ». Compte-rendu de la première rencontre du groupe « Critères politiques » d'Ecoropa par Manfred Siebker. 22 janvier 1978.

seule condition que le défi posé par les travaux du Club de Rome pourra être résolu sans tomber dans une dictature écologique<sup>25</sup>. Ainsi, sauf à considérer que la communauté impliquerait a priori le conservatisme voire une idéologie réactionnaire<sup>26</sup>, il faut reconsidérer de manière plus positive l'apport d'Ecoropa.

Dans la seconde moitié des années soixante-dix, Ecoropa n'est pas seule à mener une réflexion sur les liens entre l'écologisme et l'Europe. Dès 1977, les écologistes européens définissent trois grandes priorités : les énergies douces, l'autogestion, la non-violence<sup>27</sup>. Sur ce dernier point, il faut souligner l'importance de la réflexion des écologistes allemands, diffusée en France par les militants alsaciens. En effet, alors que la contestation du nucléaire militaire reprend de la vigueur en Europe, à la faveur de la remise en cause des projets de surgénérateurs puis des tensions géopolitiques est-ouest, les programmes écologistes insistent de plus en plus sur le thème du pacifisme intégral et d'un désarmement unilatéral de l'Europe. Cette démarche est envisagée comme une première étape vers l'affirmation d'une Europe troisième force, qui constituerait un facteur de paix dans un monde divisé en deux blocs. Comme le montre un document des Grünen, traduit et diffusé en France par Solange Fernex, si l'Europe renonçait de son plein gré à ses armes nucléaires, voire à l'ensemble de ses forces armées, cela libérerait l'URSS d'une grave menace et l'amènerait, à moyen terme, à suivre la même voie<sup>28</sup>. Dès lors, la paix ne reposerait plus sur la dissuasion nucléaire mais sur les citoyens, dans le cadre d'une défense civile non-violente. On retrouve ici l'idée déjà présente dans l'Europe des régions que cette nouvelle organisation sociopolitique repose sur l'implication constante des citoyens dans les affaires de la collectivité.

.....  
25 Ibid. Lettre d'Edouard Kressmann à Denis de Rougemont. 20 septembre 1977.

26 François S., *L'écologie politique : une vision du monde réactionnaire ?*, Paris, 2012, p. 60.

27 Etopia. Fonds Wallonie Ecologie. 1. Compte-rendu de réunion. 23 décembre 1978.

28 Musée du Vivant. Fonds Les Verts. Carton « 83 reçu mouvance ». Brochure Proposition des Grünen pour la paix, traduit par Solange Fernex. S.d.



## Les Verts à la découverte de l'Europe

À bien des égards, les élections européennes de 1979 amènent les écologistes à imaginer une série de propositions en rapport avec la construction européenne. Cette réflexion intellectuelle et programmatique ne représente cependant qu'une facette de l'europanisation de l'écologisme. En effet, les organisations cherchent également à s'associer et à se coordonner à l'échelle du continent : la confrontation des modèles permet alors de préciser ce que doit être l'écologisme.

Dès août 1977, les mouvements écologistes se réunissent à Cologne à l'initiative du BBU<sup>30</sup> pour définir les grandes lignes du programme européen en vue des prochaines élections<sup>31</sup>. Il ne s'agit cependant que d'une réunion ponctuelle sans que soit mise en place une structure pérenne. Ce demi-échec s'explique par des désaccords de fond entre les participants car, à cette époque, les associations allemandes ne souhaitent pas monter de listes électorales, préférant rester un groupe de pression citoyen<sup>32</sup>.

Au lendemain des élections européennes de 1979, Manfred Siebker, membre éminent d'Ecoropa et futur membre des Grünen, propose la mise en place de PEACE (Platform of Ecopolitical Action for a Peaceful Change of Europe), un bureau permanent à Strasbourg ou à Bruxelles<sup>33</sup>. Cette structure aurait la particularité de rassembler à la fois des écologistes et des partis radicaux sensibles à ces enjeux, comme le Partito Radicale italien ou encore Democraten 66 en Hollande<sup>34</sup>. PEACE permettrait d'agir sur les institutions européennes

.....  
30 Le BBU est le Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz. C'est une fédération d'associations et de groupes environnementaux fondée en 1972.

31 Etopia. Fonds Jean Liénard. Liasse Europe. Jean Liénard, « L'internationale écologiste née », Feuille de Chou, n°2, octobre 1977.

32 Cependant, au cours de cette rencontre, l'action décidée de Brice Lalonde et de Marco Panella conduisent les Allemands à infléchir leur position.

33 Ibid. Lettre de Manfred Siebker (multiples destinataires). 21 juillet 1979.

34 Ibidem.

- par exemple en déposant des plaintes auprès de la Cour de Justice Européenne -, de permettre des échanges d'information, et de préparer des actions communes (boycott, rédaction d'une charte écologique pour l'Europe)<sup>35</sup>. Il est cependant difficile de concrétiser cette idée, en partie parce qu'elle fait double-emploi avec un projet commun aux écologistes français et allemands d'ouvrir un bureau d'information à Strasbourg. Il semble d'ailleurs que ce soit autour de cette structure franco-allemande que s'organisent finalement les mouvements écologistes et radicaux au début des années quatre-vingt<sup>36</sup>.

Les mouvements associés s'attèlent dès lors à rédiger un texte commun, très général, appelant à développer les processus démocratiques à tous les niveaux de la société et à la mise en œuvre rapide des énergies renouvelables dans toute l'Europe<sup>37</sup>. De fait, comme le souligne un texte plus tardif, cette coordination des partis verts et radicaux à l'échelle européenne n'a jamais fonctionné convenablement, par manque de temps et d'intérêt pour une entreprise qui ne parvenait pas à surmonter de profondes divergences entre les partis impliqués<sup>38</sup>.

C'est pourquoi les écologistes belges proposent au début de l'année 1983 une coordination composée uniquement des partis écologistes, excluant donc les partis radicaux, ce qui donne lieu à une vive controverse avec les Grünen, très attachés à l'époque à ne pas se couper des partis gauchistes et alternatifs. Des négociations, parfois tendues, se poursuivent durant le congrès constitutif des Verts européens à Liège (31 mars-1er avril 1984)<sup>39</sup>. Les désaccords se cristallisent autour d'une éventuelle intégration du GPA (Groen

35 Ibid. Projet de bureau PEACE. S.d. [juillet 1979].

36 Ibid. Compte-rendu de la réunion PEACE. 9 février 1980.

37 Ibid. Texte commun des partis écologistes et radicaux réunis à Strasbourg. 14-15 mars 1981.

38 Ibid. Raymond Yans, Rudi Winzen, « Note sur les Verts européens ». 24 octobre 1984.

39 MV. Fonds Les Verts. Carton « 109 ». Compte-rendu d'Yves Cochet « Relations avec les partis verts européens depuis le congrès de Liège (31 mars - 1er avril) ». 20 avril 1984. L'ensemble des informations qui suivent sont tirées de ce document.

Progressief Akkoord), coalition hollandaise des écologistes et des alternatifs, aux Verts Européens, ce qu'exigent Grünen. La situation est d'autant plus délicate que ces derniers, du fait du système de financement des partis politiques en République Fédérale d'Allemagne, disposent alors d'un budget beaucoup plus confortable que leurs homologues européens. Or, les Allemands avaient déjà promis aux Français un prêt absolument nécessaire pour qu'ils puissent participer aux européennes de 1984. Les Verts se trouvent alors dans une situation difficile car ils seraient partisans d'une structure uniquement composée de partis écologistes mais, dans le même temps, ils ne peuvent se permettre de rompre avec les Grünen. Finalement, le 17 avril 1984, après d'intenses négociations, les Verts acceptent in extremis un accord apparentement public avec les Hollandais du GPA en échange d'une garantie de 450 000 DM apportée par Die Grünen. Néanmoins, progressivement, les partis radicaux sont écartés de cette structure : l'europanisation de l'écologisme implique également une homogénéisation des positions.

## Conclusion

À partir des réseaux militants qui émergent dès le début des années soixante-dix, grâce également à la réflexion des intellectuels d'Écoropa, les écologistes commencent à penser l'Europe et à proposer une alternative à la construction institutionnelle telle qu'elle s'élabore alors. Ce processus d'europanisation est autant intellectuel que programmatique et organisationnel. Il permet l'enrichissement du projet de société écologique mais conduit également, par la confrontation des idées des différents mouvements, à préciser ce que doit être l'écologisme. La mise en place des Verts européens se traduit ainsi par une uniformisation relative des programmes et des structures des partis écologistes sur le continent.



Affiche du premier congrès des Verts Européens, le 31 mars 1984 - © coll. Etopia.